

REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 48\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 15\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o país	1 600\$00	1 100\$00
Para países de expressão portuguesa	2 200\$00	1 400\$00
Para outros países	2 600\$00	1 800\$00
AVULSO por cada página		4\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

SUPLEMENTO

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto nº 62/92:

Aprova o Acordo recíproca dos investimentos entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos.

Decreto nº 63/92:

Põe em execução o Orçamento Geral do Estado para 1992.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros:

Carlos Veiga — Jorge Carlos Fonseca.

Promulgado em 15 de Maio de 1992.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO MANUEL MASCARENHAS GOMES MONTEIRO.

ACORD SUR L'ENCOURAGEMENT LA PROTECTION RECIPROQUE QUE DES INVESTISSEMENT ENTRE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS

Le Gouvernement de la Republique du Cap-Vert et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas Ci-après dénommés les Parties Contractantes

Désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié entre leurs pays, de développer et d'intensifier leurs relations économiques, en particulier en ce qui concerne les investissements effectués par les ressortissants d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Reconnaissant qu'un accord relatif au traitement à de tels investissements est de nature à stimuler flux de capitaux et de technologie ainsi qui le développement économique des Parties Contractantes et qu'un traitement juste et équitable des investissements est souhaitable.

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Pour l'application du présent Accord:

- (a) Le terme «investissement» désigne toutes les catégories d'actifs et plus particulièrement, mais non exclusivement:

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto nº 62/92

de 4 de Junho

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1º

É aprovado o Acordo sobre a protecção recíproca dos investimentos entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, cujo texto oficial em Francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma, a que vêm anexos.

Artigo 2º

O presente decreto entra em vigor imediatamente e o referido Acordo produzirá efeitos de conformidade com o que nele se estipula.

- I Les biens meuble et immeuble ainsi que tous les droits réels en ce qui concerne toutes les catégories d'actifs;
 - II Les froits découlant d'actions, d'obligations et d'autre formes de participations dans des sociétés et joint-ventures;
 - III Les droits de créance, et autres actifs ainsi que les droits portant sur toute prestation ayant une valeur économique;
 - IV Les droits dans le domaine de la propriété intellectuelle, des procédés techniques, goodwill et du savoir faire;
 - V Les droits accordés par la loi, Y compris les concessions relatives à la prospection, l'exploration, l'extraction de ressources naturelles.
- (b) Le terme «ressortissants» compren à l'égard de l'une ou l'autre des Parties Contractantes:
- I Les personnes physiques ayant la nationalité de cette Partie Contractante conformément à la législation de celle-ci;
 - II Sans préjudice des dispositions du point III ci-après, les personnes morales constituées aux termes de la législation de cette Partie Contractante;
 - III Les personnes morales contrôlées, directement ou indirectement, quelque soit le lieu où elles sont établies, par des ressortissants de cette Partie Contractante.
- (c) Le terme «territoire» comprend les zones maritimes adjacentes à la côte de l'Etat concerné, dans la mesure où cet Etat peut exercer des droits souverains ou une juridiction dans ces zones, conformément au droit international.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'engage à promouvoir, en conformité avec ses lois et réglementations, la coopération économique par la protection sur son territoire des investissements faits par les ressortissants de l'autre Partie Contractante. Sous réserve de son droit à exercer les pouvoirs que lui confèrent ses lois et ses réglementations, chaque Partie Contractante admettra de tels investissements.

Article 3

1. Chaque Partie Contractante assurera un traitement juste et équitable aux investissements effectués par des ressortissants de l'autre Partie Contractante et n'entrevera pas, par des mesures injustifiées ou discriminatoires, leur fonctionnement, leur administration, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur disposition par les dits ressortissants.

2. Plus particulièrement, chaque Partie Contractante accordera à ces investissements une sécurité et une protection qui, en tout cas, ne seront pas inférieures à celles dont bénéficient les investissements effectués par ses propres ressortissants ou les ressortissants de tout autre Etat tiers, en tout cas celles qui sont le plus favorables au ressortissant concerné.

3. Si une Partie Contractante a accordé des avantages spéciaux à des ressortissants d'un Etat tiers, en vertu d'accords instaurant des unions douanières des

unions économiques ou des institutions assimilées, ou en vertu d'accords visant à instaurer de telles unions ou institutions, cette Partie Contractante ne sera pas obligée d'accorder ces avantages à des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

4. Chaque Partie Contractante respectera toute obligation qu'elle aura contractée en ce qui concerne les investissements faits par des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

5. Si les dispositions législatives de l'une des Parties Contractantes ou les obligations découlant du droit international en vigueur actuellement ou établies à une date ultérieure entre les Parties Contractantes dans le cadre de dispositions additionnelles au présent Accord contiennent une réglementation de caractère général ou particulier ouvrant droit, pour les investissements des ressortissants de l'autre Partie Contractante, à un traitement plus favorable que le présent Accord, ladite réglementation prévaudra par rapport au présent Accord dans la mesure où elle est plus favorable que le présent Accord.

Article 4

En ce qui concerne les taxes, droits, charges et les déductions et exemptions fiscales, chaque Partie Contractante accordera aux ressortissants de l'autre Partie Contractante ayant entrepris quelque activité économique que ce soit sur son territoire un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres ressortissants ou à ceux d'un Etat tiers, en tout cas, celui des traitements qui est le plus favorable pour les ressortissants concernés. Il ne sera cependant pas tenu compte, à cette fin, de tout avantage fiscal particulier accordé par cette Partie, en vertu d'un accord tendant à éviter la double imposition, ou sur la base de sa participation à une union douanière, une union économique ou une institution assimilée, ou sur la base de réciprocité avec un Etat tiers.

Article 5

1. Chaque Partie Contractante garantira que des paiements résultants des activités d'investissement pourront être transférés se fera sans restrictions ni délais injustifiés, dans une monnaie librement convertible. Les transferts comprennent particulier, mais non exclusivement:

- a) les bénéfices, intérêts, dividendes et revenus courants;
- b) les fonds nécessaires:
 - I pour l'acquisition de matières premières ou matériaux auxiliaires, de produits semi-fins ou finis,
 - ou
 - II pour remplacer des biens d'équipement afin d'assurer la continuité d'un investissement;
- c. les fonds additionnels nécessaires au développement d'un investissement;
- d. les fonds pour le remboursement d'emprunts;
- e. des redevances ou des frais de gestion;
- f. des revenus de personnes physiques;
- g. le produit de la vente ou de la liquidation de l'investissement.

2. Les transferts seront effectués dans la monnaie convertible dans laquelle a été réalisé l'investissement ou dans une autre monnaie convertible agréée entre l'investisseur et l'autorité capverdienne compétente.

Article 6

Aucune des Parties Contractantes ne prendra à l'encontre des ressortissants de l'autre Partie Contractante des mesures de dépossession directe ou indirecte de leurs investissements, à moins que les conditions suivantes ne soient remplies:

- a. les mesures sont prises dans l'intérêt public et dans le cadre d'une procédure légale.
- b. les mesures ne sont pas discriminatoires ou contraires aux engagements assumés par cette autre Partie Contractante;
- c. les mesures sont accompagnées de dispositions prévoyant le paiement d'une juste indemnisation. Cette indemnisation correspondra à la valeur réelle de l'investissement en question et devra, afin d'être effective pour les requérants, être payée et rendu transférable, sans retard injustifié, vers le pays désigné par les requérants et dans la monnaie du pays dont ils sont ressortissant ou dans toute monnaie librement convertible acceptée par les requérants.

Article 7

Si des ressortissants d'une Partie Contractante subissant par l'effet d'une guerre ou d'un autre conflit armé, d'une révolution, d'un état d'urgence national, d'une révolte, d'une insurrection ou d'une émeute dans le territoire de l'autre Partie Contractante, des pertes d'investissements y situés, ils bénéficieront de la part de cette dernière Partie Contractante, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux ressortissants de cette Partie ou aux ressortissants de tout autre Etat tiers, en tout cas, celui des traitements qui est le plus favorable pour les ressortissants concernés.

Article 8

Si les investissements d'un ressortissant de l'une des Parties Contractantes sont assurés contre les risques non commerciaux, aux termes d'un système établi par la loi, l'autre Partie Contractante reconnaitra la libération de l'assuré ou du réassureur dans les droits dudit ressortissant, conformément aux termes de l'assurance contractée.

Article 9

Les dispositions de cet Accord s'appliqueront, à compter de la date de son entrée en vigueur, également aux investissements effectués avant cette date.

Article 10

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord s'appliquera à la partie du Royaume en Europe, aux Antilles néerlandaises et à Aruba, à moins que les notifications visées à l'article 14, paragraphe 1 n'en disposent autrement.

Article 11

Chaque Partie Contractante pourra proposer à l'autre Partie de procéder à des consultations sur toute question concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord. L'autre Partie examinera une telle proposition avec bienveillance et prendra toutes les mesures adéquates pour permettre de telles consultations.

Article 12

1. Les différends entre les Parties Contractantes relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Accord, qui ne pourront être réglés dans des délais raisonnables par la voie diplomatique, seront soumis, à moins que les Parties n'en soient convenues autrement, à la demande de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral.

2. Le tribunal sera composé de trois membres. Chaque Partie désignera un arbitre et les deux arbitres proposeront d'un commun accord un troisième arbitre, comme président, ce dernier étant ressortissant d'un Etat tiers.

3. Si l'une des Parties n'a pas désigné son arbitre et qu'elle n'ait pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie à procéder dans les deux mois à cette désignation, l'autre Partie pourra prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la nomination nécessaire.

4. Si dans, un délai de trois mois après leur désignation, les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord en ce qui concerne le choix du troisième arbitre, chaque Partie pourra prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la nomination nécessaire.

5. Si dans, les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 de cet article, le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché ou est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si le Vice-Président est empêché ou est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, les nominations seront faites par le membre de la Cour suivant immédiatement dans la hiérarchie et qui n'est pas ressortissant de l'une des Parties.

6. Le tribunal statuera le respect du droit. Avant de prendre sa décision, il pourra, à tout stade de la procédure, proposer aux Parties un règlement à l'amiable du différend. Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte à la compétence du tribunal de statuer ex aequo et bono si les Parties sont d'accord.

7. Le tribunal réglera lui-même sa procédure, à moins que les Parties n'en décident autrement.

8. Le tribunal prendra sa décision à la majorité des voix. Sa décision sera définitive et obligatoire pour les Parties.

9. Chaque Partie Contractante assume les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du Président ainsi que les autres frais sont assumés à parts égales par les Parties Contractantes.

Article 13

1. Les litiges entre une Parties Contractantes et un ressortissant de l'autre Partie Contractante relatifs aux investissements devront, dans la mesure du possible, être résolus à l'amiable par les parties au litige.

2. Si un litige ne peut pas être réglé dans un délai de six mois après la date à laquelle une des parties au litige a fait une demande de règlement à l'amiable, il sera soumis, à la demande du ressortissant de l'autre Partie Contractante, à un tribunal arbitral. Par le présent Accord, les Parties Contractantes déclarent être d'accord avec une telle procédure. Sauf décision contraire des Parties, les dispositions de l'article 12, paragraphes 2, 3, 5, 6, 7, 8 et 9 seront appliquées par analogie, à condition que les parties au litige nomment les membres du tribunal arbitral conformément aux

dispositions de l'article 12 et, si les délais indiqués aux paragraphes 3 et 4 de l'article 12 n'ont pas été observés, que chacune d'elles puisse, faute d'autres accords, inviter le Président du Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce International de Paris à procéder aux nominations nécessaires.

La sentence arbitrale sera exécutée en conformité avec le droit national

3. La Partie Contractante impliquée dans le litige n'alléguera pas, pendant une procédure arbitrale ou l'exécution de la sentence arbitrale, que le ressortissant de l'autre Partie Contractante a reçu d'un assureur une indemnisation pour une partie ou pour la totalité des dommages.

4. Si les Parties Contractantes sont devenues toutes des de la Convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature de 18 Mars 1965 à Washington, les litiges entre les parties, aux quelles le présent article se réfère, seront soumis à un tribunal arbitral conformément à la Convention citée cius, à moins que les Parties Contractantes ne prennent une décision contraire; par le présent Accord, les Parties Contractantes donnent leur accord à une telle procédure.

Article 14

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le date où les Parties Contractantes se seront mutuellement notifiées par écrit que les formalités constitutionnellement requises dans leurs pays respectifs ont été accomplies. L'Accord restera en vigueur pour une période de quinze ans.

2. Sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes faite six mois au moins avant l'expiration du présent Accord, cet, Accord sera chaque fois tacitement prorogé pour une nouvelle période de dix ans, les Parties Contractantes se les réservant le droit de dénoncer l'Accord par notification faite au moins six mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

3. En ce qui concerne les investissements faits avant la date d'expiration du présent Accord, les articles précédents demeureront en vigueur pour une période de quinze ans à partir de la date d'expiration.

4. Compte tenu des délais visés au paragraphe 2 de cet-article, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pourra mettre fin séparément à l'application du présent Accord en ce qui concerne une des parties du Royaume.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à La HAYA, em 11 de Novembre de 1991 en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République de Cap-Vert.

Jorge Carlos Fonseca.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Y. C. M. T. Van Rooy.

Acordo sobre o fomento e protecção recíproca dos investimentos entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos.

O Governo da República de Cabo Verde e

O Governo do Reino dos Países Baixos,

Adiantes designados Partes Contratantes,

Animados do desejo de reforçar os laços tradicionais de amizade entre os seus países, de desenvolver e in-

tensificar as suas relações económicas, em particular no que diz respeito aos investimentos efectuados pelos nacionais de uma Parte Contratante no território da outra Parte Contratante;

Reconhecendo que um acordo relativo ao tratamento concedido a tais investimentos tem o fim de estimular os fluxos de capitais e de tecnologia assim como o desenvolvimento económico das Partes Contratantes e de que é desejável justo e equitativo dos investimentos,

São de acordo com o que se segue:

Artigo 1º

Para aplicação do presente Acordo:

a. O termo «investimentos» designa todas as categorias de activos e mais particularmente, mas não exclusivamente:

I — Os bens móveis e imóveis assim como todos os direitos reais concernentes a todas as categorias dos activos;

II — Os direitos resultantes de acções, obrigações e de outras formas de participações nas sociedades e empresas mistas;

III — Os direitos de crédito, e outros activos assim como os direitos que suportam toda a prestação com um valor económico;

IV — Os direitos no domínio da propriedade intelectual, procedimentos técnicos, «Goodwill» e «Savoir faire»;

V — Os direitos concedidos pela lei que compreendem as concessões relativas à pesquisa, investigação, extracção e exploração de recursos naturais;

b. O termo «nacionais» compreende do ponto de vista de ambas as Partes Contratantes:

I — As pessoas físicas que possuem a nacionalidade em conformidade com a legislação da mesma;

II — Salvo as disposições do ponto III destrálinea, as pessoas morais constituídos no termos da legislação de uma das Partes Contratantes;

III — As pessoas morais controladas directa ou indirectamente pelos nacionais desta Parte Contratante, seja qual for o lugar onde elas estejam sediadas;

c) O termo «território» engloba as zonas marítimas adjacentes à costa do Estado em questão, onde este exerce a sua soberania ou uma jurisdição nestas zonas, em conformidade com o direito internacional.

Artigo 2º

Cada uma das partes contratantes toma a responsabilidade de promover, em conformidade com as suas leis e regulamentações, a cooperação económica pela protecção no seu território de investimentos realizados pelos nacionais da outra Parte Contratante, sob a reserva do seu direito para exercer os poderes que lhe concederam as suas leis e regulamentos, cada Parte Contratante admitirá tais investimentos.

Artigo 3º

1. Cada uma das Partes Contratantes garantirá um tratamento justo e equitativo aos investimentos efectuados por nacionais da outra Parte Contratante e não impedirá com medidas injustificáveis ou discriminatórias, o seu funcionamento, a sua administração, a sua conservação, a sua utilização, o seu usufruto ou a sua disposição pelos ditos nacionais.

2. Cada uma das Partes Contratantes dará em particular aos referidos investimentos uma segurança e protecção não inferior àquelas de que beneficiam os investimentos efectuados por seus próprios nacionais ou por nacionais de um terceiro Estado. Em todo caso, o tratamento a conceder ao referido nacional, deverá ser o mais favorável.

3. Se uma das Partes Contratantes conceder vantagens especiais aos nacionais de um terceiro Estado, em virtude de acordos instaurados a uniões aduaneiras, uniões económicas ou a instituições assimiladas, ou em virtude de acordos que apontam uma instauração dessas uniões ou instituições, esta Parte Contratante não será obrigada a conceder vantagens aos nacionais da outra Parte Contratante.

4. Cada uma das Partes Contratantes respeitará toda a obrigação que ela terá adquirida no que diz respeito aos investimentos feitos pelos nacionais da outra Parte Contratante.

5. Se as disposições legislativas de uma das Partes Contratantes ou as obrigações resultantes do direito internacional em vigor ou estabelecidas posteriormente entre as Partes Contratantes dentro do quadro de disposições adicionais ao presente Acordo contêm uma regulamentação de carácter geral ou particular dando aos investimentos dos nacionais da outra Parte Contratante um tratamento mais favorável que o aqui previsto, a dita regulamentação preferir-se-á em relação ao presente Acordo, na medida em que ela é mais favorável.

Artigo 4º

No que diz respeito às taxas, direitos, impostos, descontos e isenção fiscais, cada uma das Partes Contratantes concederá aos nacionais da outra Parte Contratante que tenham empreendido qualquer actividade económica que seja no seu território, um tratamento não menos favorável que o concedido aos seus próprios nacionais ou aos de um terceiro estado. Em todo o caso, o tratamento a conceder a estes nacionais será o mais favorável. No entanto não será tido em conta, para este fim qualquer vantagem fiscal particular concedida por esta Parte, nos termos de um acordo que vise evitar uma dupla tributação, ou pela sua participação numa união aduaneira, numa união económica ou numa instituição similar, na base de um Acordo de reciprocidade com um terceiro Estado.

Artigo 5º

1. Cada uma das Partes Contratantes garantirá que os pagamentos resultantes das actividades de investimento possam ser transferidos. A transferência será feita sem restrições, nem demora injustificáveis, em moeda livremente convertível. As transferências compreendem em particular, mas não exclusivamente:

- a) benefícios, interesses, dividendos e receitas correntes;
- b) fundos necessários;

I — Para aquisição de matérias primas ou materiais auxiliares, de produção semi-acabados;

II — Para substituir bens de equipamentos a fim de assegurar a continuidade de um investimento.

- c) fundos adicionais necessários ao desenvolvimento de um investimento;
- d) fundos para o reembolso de empréstimos;
- e) rendas ou gastos de gestão;
- f) receitas de pessoas físicas;
- g) produto da venda ou liquidação do investimento.

2. As transferências serão efectuadas em moeda convertível com a qual foi realizado o investimento ou em outra moeda convertível acordada entre o investidor e a autoridade caboverdiana competente.

Artigo 6º

Nenhuma das Partes Contratantes tomará contra os nacionais da outra Parte Contratante medidas de desapossessão directa ou indirecta dos seus investimentos, a menos que as condições seguintes não sejam realizadas:

- a) as medidas são tomadas no interesse público e no quadro de um procedimento legal;
- b) as medidas não são discriminatórias ou contrárias aos compromissos assumidos pela outra Parte Contratante;
- c) as medidas são acompanhadas de disposições prevendo o pagamento de uma justa indemnização. Esta indemnização corresponderá ao valor real do investimento em questão e deverá, a fim de ser efectiva para os requerentes, ser paga e transferida, sem demora injustificável, em direcção ao país designado pelos requerentes e na moeda do país de que são nacionais ou numa outra moeda livremente convertível aceite pelos requerentes.

Artigo 7º

Se os nacionais de uma Parte Contratante sofrerem por causa de uma guerra ou de um conflito armado, de uma revolução, de um estado de emergência nacional, de uma revolta, de uma insurreição ou de um motim no território da outra Parte Contratante, perdas de investimentos aí situados, eles beneficiarão por parte desta última Parte Contratante, no que diz respeito às restituições, indemnizações, compensações e outras reparações, de um tratamento que não será menos favorável que o concedido aos nacionais desta Parte Contratante ou aos de um terceiro Estado, em todo o caso, ser-lhe-ão concedidos o tratamento mais favorável para os referidos nacionais.

Artigo 8º

Se os investimentos de um nacional de uma das Partes Contratantes forem segurados contra riscos não comerciais, nos termos de um sistema estabelecido pela lei, a outra Parte Contratante reconhecerá a sub-rogação do segurador ou do ressegurador nos direitos do referido nacional em conformidade com os termos do seguro feito.

Artigo 9º

As disposições deste Acordo aplicar-se-ão, a contar da data da sua entrada em vigor, igualmente aos investimentos anteriormente efectuados.

Artigo 10º

No que diz respeito ao Reino dos Países Baixos, o presente Acordo aplicar-se-á à parte europeia do Reino, às Antilhas Holandesas e à Aruba, a menos que as notificações referidas no Artigo 14, parágrafo 1 disponham em contrário

Artigo 11º

Cada uma das Partes Contratantes poderá propor à outra Parte de proceder a consultas sobre qualquer questão referente à interpretação ou aplicação do presente Acordo. A outra Parte examinará tal proposta com consideração e tomará todas as medidas adequadas para permitir tais consultas.

Artigo 12º

1. Os diferendos entre as duas Partes Contratantes relativos à interpretação e à aplicação do presente Acordo, que não poderem ser regulados em prazos razoáveis pela via diplomática, serão submetidos a um tribunal arbitral, a menos que haja acordo em contrário entre as Partes, a pedido de uma ou de outra Parte Contratante.

2. O tribunal será composto por 3 membros. Cada uma das Partes designará um árbitro e os dois árbitros propõem de comum acordo um terceiro árbitro, como presidente, sendo este último nacional de um terceiro Estado.

3. Se uma das Partes não designar o seu árbitro e não der continuidade ao convite endereçado pela outra Parte a proceder dentro de dois meses depois de esta designação a outra Parte poderá pedir ao Presidente do Tribunal Internacional de Justiça que proceda à nomeação necessária.

4. Se, passados três meses sobre a data da sua designação os dois árbitros não tiverem chegado a um acordo no que diz respeito à escolha do terceiro árbitro, cada uma das Partes poderá solicitar ao Presidente do Tribunal Internacional de Justiça que proceda à nomeação necessária.

5. Se, nos casos previstos nos parágrafos 3 e 4 deste artigo, houver impedimento por parte do presidente do Tribunal de Justiça ou for nacional de uma das Partes Contratantes as nomeações serão feitas pelo Vice-Presidente. Se o Vice-Presidente igualmente estiver impedido ou for nacional de uma das Partes Contratantes, as nomeações serão feitas pelo membro que se segue imediatamente dentro da hierarquia do Tribunal e que não seja nacional de nenhuma das Partes.

6. O tribunal decidirá no estrito respeito do direito. Antes de tomar a sua decisão, ele pode, a qualquer momento do processo, propor às Partes uma solução amigável para o diferendo. As disposições precedentes não impedem ao tribunal de resolver ex aequo et bono se as Partes estiverem de acordo.

7. O tribunal determinará ele mesmo o seu processo, a menos que as Partes decidam em contrário.

8. O tribunal tomará a sua decisão por maioria dos votos. A sua decisão será definitiva e obrigatória para todas as Partes.

9. Cada uma das Partes Contratantes assume as despesas do seu árbitro e da sua representação no processo de arbitragem. As despesas do presidente bem como os outros encargos serão suportados equitativamente pelas Partes Contratantes.

Artigo 13º

1. Os litígios entre uma das Partes Contratantes e um nacional da outra Parte Contratante relativos aos investimentos deverão, na medida do possível, ser resolvidos amigavelmente entre as partes em conflito.

2. Caso não seja possível resolver um litígio num prazo de 6 meses após a data de apresentação por uma das partes de um pedido de solução amigável ela será submetida a um tribunal arbitral. Pelo presente Acordo, as Partes Contratantes declaram concordar com tal procedimento. Salvo decisão contrária das Partes, as disposições do artigo 12º, parágrafos 2, 3, 5, 6, 7, 8 e 9 aplicar-se-ão por analogia, desde que as partes em litígio nomeiem os membros do tribunal arbitral em conformidade com as disposições do artigo 12º e, se os prazos indicados nos parágrafos 3 e 4 do artigo 12º não forem cumpridos cada uma das partes poderá na ausência de outros acordos convidar o Presidente do Tribunal de Arbitragem da Câmara do Comércio Internacional de Paris a proceder às nomeações necessárias. A sentença arbitral será executada em conformidade com o direito nacional.

3. A Parte Contratante implica no litígio não alegará durante um processo arbitral ou execução de uma sentença arbitral, ter o nacional da outra Parte Contratante recebido de um segurador uma indemnização por parte ou pela totalidade dos prejuízos.

4. Se ambas as Partes Contratantes aderirem à Convenção que regula os diferendos relativos aos investimentos entre Estado e nacionais de outros Estados, aberta à assinatura em 18 de Março de 1965 em Washington, os litígios entre as partes, aos quais se refere o presente artigo, serão submetidos a um tribunal arbitral em conformidade com a Convenção atrás citada, mesmo que as Partes Contratantes decidam em contrário; através do presente Acordo, as partes Contratantes dão o seu consentimento a um tal procedimento.

Artigo 14º

1. O presente Acordo entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês após a data em que as Partes Contratantes tiverem recebido a notificação de que as formalidades constitucionais requeridas para a conclusão e implementação dos acordos internacionais, foram cumpridas; e permanecerá em vigor por um período de 15 anos.

2. Salvo denuncia por uma das Partes Contratantes feita pelo menos seis meses antes da expiração do presente Acordo, este será prorrogado tacitamente por iguais períodos de dez anos. As Partes Contratantes reservam o direito de denunciar o Acordo por notificação feita pelo menos seis meses antes da expiração do período de vigência do acordo.

3. No que diz respeito aos investimentos feitos antes da data da expiração do presente Acordo, os artigos precedentes continuarão em vigor por um período de 15 anos contada a partir da referida data.

4. Tendo em conta os prazos referidos no parágrafo 2 deste artigo, o Governo do Reino dos Países Baixos poderá unilateralmente dar por finda a aplicação do presente Acordo a uma das Partes do Reino.

Em fé do que os representantes subscritos devidamente mandatados para este efeito, assinaram o presente Acordo.

Feito em Haia a 11 de Novembro de 1991 em dois exemplares na língua francesa.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Jorge Carlos Fonseca*, Ministro dos Negócios Estrangeiros.

Pelo Governo do Reino dos Países Baixos, *Y.C.M.T. VAN ROOY*, Ministro do Comércio Externo.

Decreto nº 63/92

de 4 de Junho

Em execução da Lei nº 39/IV/92, de 6 de Abril.

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1º

Pelo presente diploma é posto em execução o Orçamento Geral do Estado para 1992, constante dos mapas 1 a 3 anexos à Lei nº 39/IV/92, de 6 de Abril e do mapa das despesas fixadas para 1992, anexo a este decreto.

Artigo 2º

1. Não ficam sujeitas em 1992 às regras do regime duodecimal as seguintes dotações orçamentais:

- a) De valor até 60 mil escudos;
- b) De despesas sujeitas a duplo cabimento ou a reembolso;
- c) De encargos fixos mensais ou que se vençam em data certa.

2. Ficam também isentas do regime de duodécimos as importâncias dos reforços ou inscrições de verbas que têm que ser aplicadas sem demora ao fim a que se destinam.

Artigo 3º

1. Não poderão ser utilizadas em mais de 90 por cento as dotações de despesas correntes dos orçamentos dos Ministérios ou departamentos equiparados com cobertura em receitas gerais do Estado, incluindo os vencimentos e salários e outras remunerações, salvo em casos excepcionais ou de urgente e inadiável necessidade.

2. Do preceituado no número anterior exceptuam-se unicamente as seguintes dotações:

- a) As atribuídas à Assembleia Nacional Popular;
- b) As pensões e reformas;
- c) Os encargos da dívida pública;
- d) As quotas dos organismos internacionais; e
- e) As do «Programa de Investimentos».

Artigo 4º

1. Fica proibido contrair, por conta do Orçamento Geral do Estado, encargos com a aquisição de bens e serviços que não possam ser processados, liquidados e pagos dentro dos prazos estabelecidos no nº 3 seguinte, terminando em 1 de Dezembro o prazo para a sua prévia autorização.

2. Exceptuam-se da disciplina estabelecida no nº 1 todas as despesas certas e permanentes necessárias ao normal funcionamento dos Serviços.

3. Para as operações referidas na primeira parte do nº 1 adopta-se o seguinte procedimento:

- a) A entrada de folhas e requisições verificar-se-á, impreterivelmente, até 31 de Dezembro, exceptuando-se, apenas, as que respeitam a despesas que, pela sua natureza, tenham necessariamente de ser continuadas ou realizadas nesse prazo, as quais poderão dar entrada na Direcção-Geral do Orçamento até 10 de Janeiro seguinte;
- b) Todas as operações a cargo da Direcção-Geral do Orçamento terão lugar até 30 de Janeiro;
- c) É fixado o dia 14 de Fevereiro de 1993 como prazo improrrogável para o encerramento, com referência a 31 de Dezembro anterior, da conta no Banco de Cabo Verde, como Caixa do Tesouro, caducando todas as autorizações que até essa data não se tenham efectuado.

Artigo 5º

1. Os serviços e fundos autónomos deverão remeter ao Ministério das Finanças e do Planeamento balancetes trimestrais que permitam avaliar a respectiva gestão orçamental.

2. A não apresentação dos balancetes referidos no número anterior implica a suspensão das transferências de que, por lei, beneficiem.

3. O disposto no número anterior aplica-se, com as necessárias adaptações, a outros documentos de levantamento de fundos dos cofres do Estado.

4. Os mesmos Serviços ficam obrigados a comunicar ao Ministério das Finanças e do Planeamento, até 31 de Março de 1993, as respectivas contas de gerência relativas ao ano económico de 1992.

5. Os saldos positivos apurados nessas contas serão sujeitos à afectação que o Conselho de Ministros, sob proposta do Ministério das Finanças e do Planeamento e do Ministério da tutela, deliberar.

Artigo 6º

O presente diploma entra em vigor na data do início da vigência da Lei nº 39/IV/92, de 6 de Abril.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

Carlos Veiga — José Tomás Veiga — Ulpio Napoleão Fernandes.

Promulgado em 14 de Maio de 1992.

Publique-se.

O Presidente da República, **ANTÓNIO MANUEL MASCARENHAS GOMES MONTEIRO**.

ANEXO A
Mapa das despesas fixadas para 1992

(Em 1000 escudos)

Min.	Capítulo	Divisão	Designação	Importâncias	
1			Assembleia Nacional Popular	80 000	80 000
2			Presidência da República:		
	1º	1ª	Gabinete	3 957	
		2ª	Direcção-Geral de Administração	54 758	58 715
3			Gabinete do Primeiro Ministro:		
	1º		<i>Chefia do Governo:</i>		
		1ª	Repartição de Gabinete	9 878	
		2ª	Secretaria-Geral do Governo	31 200	
		3ª	Gabinete do Ministro Adjunto da Administração Pública e Assuntos Parlamentares	2 248	
		4ª	Direcção-Geral de Estudos e Reforma Administrativa	2 913	
		5ª	Direcção-Geral de Administração Pública	5 922	
		6ª	Centro de documentação	353	
		7ª	Direcção dos Serviços de Administração-Geral	13 022	
		8ª	Imprensa Nacional	30 000	
		9ª	Secretariado do Conselho de Ministros... ..	1 730	
	2º		Secretaria de Estado da Administração Interna:		
		1ª	Gabinete	8 665	
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	883	
		3ª	Inspecção-Geral... ..	824	
		4ª	Direcção-Geral da Administração Local	20 139	
		5ª	Direcção dos Serviços Administrativos... ..	10 588	
		6ª	Comando Geral da Polícia de Ordem Pública	267 436	
	3º		Secretaria de Estado da Juventude e Promoção Social:		
		1ª	Gabinete	88 390	
		2ª	Direcção-Geral da Juventude	15 300	
	50º	3ª	Investimentos do Plano	119 873	629 364
4			Ministério da Defesa:		
	1º	1ª	Gabinete	3 778	
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	3 740	
		3ª	Tribunal Militar de Instância	1 886	
		4ª	Estado Maior das FARP	232 649	242 53
5			Ministério dos Negócios Estrangeiros:		
	1º	1ª	Gabinete	6 410	
		2ª	Gabinete do Secretário de Estado da Emigração e das Comunidades	1 890	
		3ª	Gabinete de Estudos	2 115	
		4ª	Direcção-Geral dos Assuntos Políticos, Económicos e Culturais... ..	5 917	
		5ª	Direcção-Geral da Emigração e Serviços Consulares	1 950	
		6ª	Direcção-Geral de Administração	62 687	
		7ª	Direcção-Geral de Protocolo	2 003	
		8ª	Inspecção-Geral	710	
		9ª	Serviços Externos	319 604	
		10ª	Gabinete do Secretário de Estado da Cooperação	3 202	
		11ª	Direcção-Geral da Cooperação Internacional	14 459	420 947

Min.	Capítulo	Divisão	Designação	Importâncias	
6			Ministério da Justiça e do Trabalho:		
		1ª	Gabinete	19 250	
		2ª	Direcção-Geral de Estudos, Legislação e Documentação	4 375	
		3ª	Direcção-Geral dos Assuntos Judiciais	4 614	
		4ª	Direcção-Geral dos Registos e do Notariado e Identificação... ..	22 327	
		5ª	Direcção-Geral dos Serviços Penitenciários	48 171	
		6ª	Supremo Tribunal de Justiça	4 624	
		7ª	Tribunais Regionais e Sub-Regionais	40 501	
		8ª	Procuradoria-Geral da República	3 178	
		9ª	Procuradorias Regionais e Sub-Regionais	19 576	
		10ª	Polícia Judiciária	234	
		11ª	Gabinete do Secretário de Estado	3 241	
		12ª	Direcção-Geral de Trabalho e Emprego	11 969	
	70º	11ª	Contas de Ordem	16 000	198 060
7º			Ministério das Finanças e do Planeamento:		
	1º	1ª	Gabinete	7 920	
		2ª	Gabinete do Secretário de Estado	3 590	
		3ª	Gabinete de Estudos	7 682	
		4ª	Direcção-Geral do Orçamento	722 672	
		5ª	Direcção-Geral da Fazenda Pública	769 481	
		6ª	Direcção-Geral de Contribuições e Impostos	53 909	
		7ª	Direcção-Geral das Alfândegas	97 560	
		8ª	Polícia Fiscal	35 500	
		9ª	Inspecção-Geral de Finanças	15 669	
		10ª	Direcção-Geral do Planeamento	9 260	
		11ª	Direcção-Geral de Estatística	12 919	
		12ª	Centro de documentação e Informação p/o Desenvolvimento	7 165	
		13ª	Direcção-Geral de Administração	11 976	
		14ª	Centro de Informática... ..	2 238	
		15ª	Tribunal de Contas	7 568	
	50ª	01ª	Investimentos do Plano	120 000	1 885 109
8º			Ministério das Pescas, Agricultura e Animação Rural:		
	1ª	01ª	Gabinete	106 556	
		02ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	7 722	
		03ª	Direcção-Geral da Pecuária	3 895	
		04ª	Direcção-Geral da Administração Central	31 432	
		5ª	Direcção-Geral de Extensão Rural... ..	9 980	
		06ª	Centro de Máquinas e Equipamentos	38 251	

Min.	Capítulo	Divisão	Designação	Importâncias	
9º	50º	7ª	Direcção-Geral de Conservação de Solos, Florestas e Engen. Rural ...	15 387	
		8ª	Direcção-Geral de Fomento Agrário	5 650	
		9ª	Serviços Regionais	30 561	
		10ª	Gabinete de reforma Agrária	3 022	
		1ª	Investimentos do Plano	864 752	
		70º	1ª Contas de Ordem	40 217	
		2º	Secretaria de Estado das Pescas:		
		1ª	Gabinete	2 393	
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	1 395	
		3ª	Direcção-Geral das Pescas	4 046	
		4ª	Direcção dos Serviços Administrativos... ..	18 825	
	50º	1ª	Investimentos do Plano	208 433	1 392 517
	1º		Ministério do Turismo, Indústria e Comércio:		
		1ª	Gabinete	5 277	
		2ª	Gabinete do Secretário de Estado	2 455	
		3ª	Direcção-Geral de Administração	24 682	
		4ª	Direcção-Geral de Fiscalização Económica	2 481	
		5ª	Direcção-Geral do Turismo	6 267	
		6ª	Direcção-Geral do Comércio	11 027	
		7ª	Direcção-Geral das Comunicações	1 536	
		8ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	965	
		9ª	Direcção Regional	2 209	
	50º	10ª	Direcção-Geral da Indústria e Energia... ..	19 676	
		1ª	Investimentos e Plano	615 950	
	10º		Ministério das Infraestruturas e Transportes:		
		1ª	Gabinete	5 741	
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	943	
		3ª	Comissão de Gestão dos Recursos Desconcentrados	4 395	
		4ª	Direcção-Geral de Administração	23 549	
		5ª	Direcção-Geral de Construção e Obras Públicas... ..	5 204	
		6ª	Direcção-Geral dos Transportes Terrestres	4 243	
		7ª	Direcção-Geral do Urbanismo, Habitação e Meio Ambiente... ..	7 111	
		8ª	Direcção-Geral de Cartografia e Cadastro	4 592	
		9ª	Delegação de Santiago... ..	14 889	
		10ª	Delegação de S. Vicente	6 167	
		11ª	Delegação de S. Antão	9 672	
		12ª	Delegação de S. Nicolau... ..	1 687	
		13ª	Delegação da Boa Vista... ..	1 178	
		14ª	Delegação do Fogo e Brava... ..	1 160	
		15ª	Direcção-Geral da Aeronáutica Civil	7 564	
		16ª	Serviço Meteorológico Nacional	26 604	
		17ª	Gabinete do Secretário de Estado... ..	39 656	
	50º	18ª	Direcção-Geral de Marinha e Portos	3 063	
		19ª	Capitania dos Portos de Barlavento... ..	20 250	
		20ª	Capitania dos Portos de Sotavento... ..	9 809	
		21ª	Serviços de Farolagem e Semaforicos	7 980	
		22ª	Inspeção Marítima	1 883	
		1ª	Investimento do Plano	2 199 613	2 406 953

Min.	Capítulo	Divisão	Designação	Importâncias
11º	1º		Ministério da Educação:	
		1ª	Gabinete	9 367
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	4 493
		3ª	Direcção-Geral de Administração	127 136
		4ª	Direcção-Geral do Ensino	337 562
		5ª	Direcção-Geral de Educação Extra-Escolar	26 326
		6ª	Direcção-Geral de Bolsas de Estudo	1 345
		7ª	Delegação MINED da Boa Vista	1 150
		8ª	Delegação MINED da Brava	1 851
		9ª	Delegação MINED do Fogo... ..	3 725
		10ª	Delegação MINED do Maio	1 607
		11ª	Delegação de Santiago:	
		1ª	Serviços Próprios	3 386
		2ª	Sub-delegação da Praia	6 536
		3ª	Sub-delegação de Santa Cruz	2 048
		4ª	Sub-delegação do Tarrafal	1 835
		12ª	Delegação do Sal	1 792
		13ª	Delegação de Santo Antão:	
		1ª	Serviços Próprios	3 751
		2ª	Sub-delegação do Paúl	1 762
		3ª	Sub-delegação do Porto Novo	1 661
		14ª	Delegação de S. Nicolau	2 173
		15ª	Delegação de S. Vicente... ..	8 533
		16ª	Escola do Ensino Básico Complementar da Boa Vista	2 582
		17ª	Escola do Ensino Básico Complementar da Brava	3 200
		18ª	Escola do Ensino Básico Complementar «Pedro Cardoso	10 335
		19ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Maio	3 843
		20ª	Escola do Ensino Básico Complementar dos Mosteiros — Fogo... ..	4 546
		21ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Paúl	4 238
		22ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Porto Novo... ..	6 328
		23ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Lavadouro	14 044
		24ª	Escola do Ensino Básico Complementar «Eugénio Tavares»	14 430
		25ª	Escola do Ensino Básico Complementar de Calabaceira	12 081
		26ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Braco Tcheu	7 496
		27ª	Escola do Ensino Básico Complementar Vicência Tavares	2 312
		28ª	Escola do Ensino Básico Complementar de Santa Cruz... ..	11 345
		29ª	Escola do Ensino Básico Complementar de João Teves	2 361
		30ª	Escola do Ensino Básico Complementar dos Picos	5 865
		31ª	Escola do Ensino Básico Complementar de Santa Catarina... ..	16 024
		32ª	Escola do Ensino Básico Complementar de Ribeira Grande... ..	9 165
		33ª	Escola do Ensino Básico Complementar João Afonso — S. Antão	3 431
		34ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Sal... ..	6 097
		35ª	Escola do Ensino Básico Complementar Ribeira Brava — S. Nicolau	6 597
		36ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Tarrafal — S. Nicolau	2 734
		37ª	Escola do Ensino Básico Complementar Jorge Barbosa... ..	20 85
		38ª	Escola do Ensino Básico Complementar Aurélio Gonçalves... ..	14 626
		39ª	Escola do Ensino Básico Complementar do Tarrafal	8 098

Min.	Capítulo	Divisão	Designação	Importâncias	
12		40ª	Escola do Ensino Básico Complementar da Calheta	4 35	
		41ª	Liceu «Ludgero Lima»... ..	38 783	
		42ª	Liceu «Domingos Ramos»	41 699	
		43ª	Escola do Ensino Básico da Achada de Santo António	15 283	
		44ª	Liceu de Santa Catarina	22 270	
		45ª	Escola Secundária «Olavo Moniz»	7 564	
		46ª	Escola Secundária do Fogo... ..	8 599	
		47ª	Escola Secundária da Ribeira Grande	10 182	
		48ª	Escola Industrial e Comercial do Mindelo	25 624	
		49ª	Escola do Magistério Primário do Mindelo... ..	4 235	
		50ª	Instituto Pedagógico	8 263	
		51ª	Escola de Formação de Professores do Ensino Secundário	18 112	
		52ª	Curso Propedêutico — Polo Praia	4 720	
		53ª	Curso Propedêutico — Polo S. Vicente	5 132	
		54ª	Inspeção geral	5 287	
		55ª	Direcção-Geral dos Desportos	39 704	
	50º	1ª	Investimentos do Plano	954 931	1 955 315
			Ministério da Saúde:		
	1º	1ª	Gabinete	4 320	
		2ª	Gabinete de Estudos e Planeamento	2 678	
		3ª	Direcção-Geral de Administração	226 650	
		4ª	Direcção-Geral de Saúde	185 110	
		5ª	Hospital Dr. «Agostinho Neto»... ..	31 430	
		6ª	Hospital Dr. «Baptista de Sousa»	29 715	
		7ª	Direcção-Geral de Farmácia	13 630	
	50º	1ª	Investimentos do Plano	111 288	604 821
			Ministério da Cultura e Comunicação:		
	1º	1ª	Gabinete	68 560	
		2ª	Direcção-Geral dos Assuntos Culturais	4 255	
		4ª	Direcção-Geral da Comunicação Social... ..	75 859	
	50º	1ª	Investimentos do Plano	40 000	
	70º	1ª	Contas de Ordem... ..	103 458	292 132
13			<i>Total geral</i>		10 858 511